

une soupape de sûreté, hors des limites étroites du cadre national, aux énergies de la bourgeoisie naissante qui autrement aurait dû affronter plus directement l'appareil de l'absolutisme. Ce fait en dehors de certaines caractéristiques naturelles de la Péninsule Iberique (manque de matières premières essentielles, orographie etc..) peut propices à un puissant développement économique, retardait le développement d'une forte bourgeoisie en Espagne, lorsque le capitalisme mondial se trouvait dans son étape ascendante. Les richesses naturelles des colonies d'une part, et la perte de la flotte marchande d'autre part firent que l'industrie de la métropole n'aboutit pas au degré de développement des autres pays.

Mais déduire de cela que la révolution démocratique bourgeoise ne s'est pas réalisée encore en Espagne témoignerait d'une ignorance totale de la loi dialectique de la transformation de la quantité en qualité. Même si la révolution démocratique n'est pas complète, elle a réalisé un nombre suffisant de tâches pour qu'on puisse dire qu'elle est déterminante : le régime en Espagne est capitaliste et non pas féodal.

La théorie suivant laquelle le régime espagnol est un régime de prédominance féodale a été lancée par les stalinien et sociaux-démocrate pour justifier théoriquement leur honteuse collaboration avec la bourgeoisie, contre la révolution prolétarienne.

Une telle théorie n'est pas basée sur la réalité économique espagnole. Il est superflu de dire par exemple que l'agriculture est en retard et qu'elle est "féodale" au point de vue de ses méthodes d'exploitation. Mais la terre a été achetée, vendue, hypothéquée exactement comme n'importe quelle autre richesse depuis deux siècles. Donc le problème de la terre en Espagne est un problème de type capitaliste. La question de la définition exacte du régime espagnol, est d'une importance capitale, c'est de cette définition qu'il faudra déduire la ligne générale de toute la politique révolutionnaire espagnole pour la prochaine période; là est la pierre de touche. Ce serait une erreur fatale vis à vis de la Révolution de permettre la moindre inexactitude sur cette question.

Le régime de la grande propriété, l'influence économique et le pouvoir de l'Eglise; le rôle prépondérant de l'Armée et les racines sociales de leurs cadres supérieurs, sont autant de vestiges féodaux qui subsistent au sein de la société espagnole. La permanence de ces vestiges féodaux pendant l'époque de la République est la preuve concluante que la bourgeoisie, si elle a pu résoudre les problèmes de la révolution démocratique bourgeoise dont elle pouvait être capable à l'époque du capitalisme décadent, ne peut plus progresser désormais. Seul le prolétariat est capable de donner une solution aux problèmes de la révolution démocratique bourgeoise. C'est à dire que la révolution prolétarienne devra les mener au bout, en même temps qu'elle abordera les tâches de la révolution socialiste.

L'incapacité de la bourgeoisie à résoudre pleinement les tâches inscrites dans la révolution démocratique bourgeoise a été clairement mise en évidence pendant l'étape républicaine de 1931-1936.

Le problème de la terre, c'est à dire de la liquidation de la grande propriété foncière était une des tâches primordiales de la coalition républicaine socialiste. Ce problème fut absolument escamoté et étouffé par "l'Institut de la Réforme Agraire" avec ses expédients bureaucratiques ses expropriations avec indemnités et ce qui est encore pire, sa politique de financement aux paysans, sur qui pesait la menace constante d'être expropriés du misérable lambeau de terre s'ils ne venaient pas payer à temps les dettes contractées vis à vis de l'Etat.

La politique dite d'intensification des cultures, amena la baisse des prix agricoles qui aggravait la situation économique des petits paysans, des métayers etc.. Le problème de la terre posa toute une série de questions (révision des rentes, annulation de contrats de fermage